



Assemblée générale

Distr. limitée
29 septembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session Cinquième Commission

Point 116 de l'ordre du jour

Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

**Projet de résolution présenté par le Vice-Président de la Commission
à l'issue de consultations officieuses**

Rapports du Corps commun d'inspection

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 54/16 du 29 octobre 1999,

1. *Prend note* du rapport annuel du Corps commun d'inspection pour 1999¹;
2. *Prend note également* de la note du Secrétaire général transmettant le programme de travail du Corps commun pour 2000 et la liste préliminaire des questions pouvant faire l'objet de rapports en 2001 et au-delà²;
3. *Souligne* qu'il importe que toutes les organisations participantes examinent sans retard les rapports du Corps commun d'inspection;
4. *Attend avec intérêt* le rapport demandé au paragraphe 6 de sa résolution 54/16 concernant les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du système de suivi des recommandations;
5. *Est pleinement consciente* du rôle essentiel que les organes délibérants, les secrétariats et le Corps commun d'inspection ont à jouer pour assurer le succès de la mise en oeuvre du système de suivi des recommandations;
6. *Prend note* des paragraphes 19 et 20 du rapport du Corps commun d'inspection et réaffirme les dispositions de l'article 20 du statut du Corps commun d'inspection ainsi que le paragraphe 182 de sa résolution 54/249 et, à cet égard, prie le Secrétaire général de lui présenter le rapport du Comité administratif de coordination sur les propositions budgétaires que le Corps commun a faites conformément à son statut;

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No. 34 (A/55/34).

² A/54/960.

7. *Invite* le Corps commun d'inspection à poursuivre sa coopération avec les autres organes de contrôle des Nations Unies et à intensifier ses relations avec les organes de contrôle des autres organisations participantes, dans le but de mieux coordonner leurs activités et de partager les meilleures pratiques;

8. *Décide* d'examiner les rapports annuels du Corps commun d'inspection tous les ans.
